PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Service de presse

ALLOCUTION DE M. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
« Lancement des commémorations du Centenaire de la Première Guerre mondiale »

Palais de l'Elysée – Jeudi 7 novembre 2013

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Mesdames et Messieurs les ministres, anciens ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires et les élus,
Monsieur le président de la mission,
Mesdames et Messieurs,

Nous sommes au seuil de cycles commémoratifs d'une importance exceptionnelle pour notre pays, mais aussi pour l'Europe et le monde. Le Centenaire de la Première Guerre mondiale et le soixante-dixième anniversaire de la Libération de la France.

Deux conflits majeurs qui s'inscrivent dans notre mémoire nationale : cette mémoire où se mêlent, s'enchaînent, s'enchevêtrent les histoires personnelles et le destin d'un pays, le nôtre. Deux événements fondateurs qui ont entre eux des résonances, des liens, mais dont nous célébrerons distinctement ces deux évènements, en raison leur singularité et leur spécificité.

Ce temps de mémoire arrive à un moment où la France s'interroge sur elle-même, sur sa place, sur son avenir, avec l'appréhension qui s'empare de toute grande nation confrontée à un changement du monde. C'est pourquoi je veux donner un sens à l'acte même de commémorer.

Commémorer, c'est saisir la force des générations qui nous ont précédés afin de faire des leçons de vie pour les suivantes**.**

Commémorer, c'est rappeler que la République a traversé des épreuves terrifiantes et qu'elle a toujours su s'en relever. Et qu'elle ne doit avoir peur de rien.

Commémorer, c'est savoir d'où l'on vient pour mieux appréhender ce qui nous relie et nous fédère dans une nation, la nôtre.

Commémorer, c'est renouveler le patriotisme, celui qui unit, celui qui rassemble, qui n'écarte personne au-delà des parcours, des croyances, des origines, et des couleurs de peau.

Commémorer, ce n'est pas seulement invoquer la passé ou le convoquer, c'est porter un message de confiance dans notre pays. « *Vieille France,* écrivait le général de GAULLE, *accablée d'Histoire, meurtrie de guerres et de révolutions, mais redressée de siècle en siècle par le génie du renouveau !* ».

Commémorer, c'est parler la langue des anonymes. C'est parler du courage du *Poilu* qui rencontre l'effroi au fond de la tranchée, c'est vanter l'audace du *Français libre* qui rejoint de GAULLE en juin 1940, c'est souligner l'héroïsme discret, parfois anonyme du *Résistant* qui rallie *l'Armée des ombres*, c'est saluer la dignité du *Juste* qui cache un Juif au péril de sa vie.

Voilà ce que signifie « commémorer » aujourd'hui !

Ce temps de mémoire intervient également dans un contexte où l'idéal européen paraît s'épuiser, où la paix suscite l'indifférence tant elle s'est installée comme une évidence, alors même que sur notre continent, montent les particularismes, les séparatismes, les extrémismes et les nationalismes.

Revenir sur les deux chaos du XXème siècle, sur ces deux épouvantables saignées, c'est rendre justice à l'Union européenne, à cette grande aventure humaine, à cette conquête inédite qui a assuré la paix et la démocratie entre des pays qui s'étaient si atrocement déchirés – offrant là, un exemple, une référence au monde entier et notamment aux régions qui n'en finissaient pas de vider leur querelle, de décennie en décennie, au risque de nous emporter à notre tour.

Dans notre histoire française, la Grande Guerre occupe une place particulière. Elle est l'épreuve la plus dure qu'ait connue la population française dans son ensemble. Elle a profondément marqué, transformé la société française. Et notre sol a été, non pas le seul, mais le principal théâtre du conflit. C'est pourquoi la Grande Guerre suscite encore et toujours, cent ans après, et alors que tous les survivants ont disparu, une attention et même une passion que le temps non seulement n'altère pas, mais ranime.

Cette curiosité ne s'est jamais éteinte. Comment la comprendre ? Elle tient d'abord à l'ampleur, à la durée de la tragédie, à son intensité, à son caractère planétaire : 72 pays concernés. Elle tient aussi au déluge du feu qui s'est abattu sur des combattants qui n'y étaient pas préparés, qui pensaient partir pour une guerre fraiche et joyeuse. Elle tient à l'usage des

armes qui furent utilisées – armes chimiques – pour la première fois. A ce point horrible que ces armes furent prohibées par la Communauté internationale. Par aussi l'arrivée de nouvelles formes de guerre : l'aviation mais aussi le char… bref, une industrie.

Le souvenir de la Grande Guerre ne s'est jamais effacé. Il est d'ailleurs confondu dans les paysages, retracé dans des photos qui sont exposées : paysage du Nord, paysage de l'Est. Le souvenir de la Grande Guerre est présent dans chaque village, dans chaque ville, parce qu'il n'y a pas de commune en France où un monument aux morts n'ait été érigé, parce qu'il n'y a pas de commune en France où il n'y ait pas eu de victimes de la Première Guerre mondiale. La trace de cette guerre est inscrite également dans chaque famille, comme un patrimoine que l'on ouvre ou que l'on découvre ; comme une trace qui est entretenue, de génération en génération, avec des témoignages qui sont restés de la part de ceux qui ont vécu l'horreur.

Aujourd'hui, ce sont les photos, les objets, les archives qui permettent de reconstituer – chacun à son échelle – le récit de la désolation. Avec cette lancinante question posée, génération après génération : comment des soldats ont-ils pu, pendant des mois et des mois, pousser aussi loin les limites humaines et supporter cet enfer ?

Cette question, nous nous la posons d'autant plus volontiers que pour beaucoup d'entre vous, pour beaucoup d'entre nous, nous avons connu des survivants. Des grands-pères qui nous ont raconté leurs blessures qui, comme les miens, touchés par le gaz ou frappés par des balles nous racontait et nous raconte encore par le souvenir et par les objets laissés, les livres écrits : le froid, la faim, le dénuement, la fureur, la peur et l'odeur, l'odeur irrespirable de la mort qui vient. Maurice GENEVOIX a écrit les plus belles lignes là-dessus : *« ce que nous avons fait, c'est plus que ce que l'on pouvait demander à des hommes et nous l'avons fait »,*

C'est pourquoi la France ne peut oublier, un siècle plus tard, ceux des siens qui sont descendus au fond de cet abîme et beaucoup n'en sont pas revenus. Plus de 8 millions de Français – un cinquième de la population ! - furent appelés sous les drapeaux. 1 million quatre cent mille sont morts. Des centaines de milliers ont été blessés « *gueules cassées* », amputés, brûlés, gazés, qui ont porté tout au long de leur vie des stigmates, dans leur chair, sur leur visage, la marque indélébile de l'épreuve.

Il y eut aussi ceux qui furent vaincus non par l'ennemi, mais par l'angoisse, par l'épuisement né des conditions extrêmes qui leur étaient imposées. Certains furent condamnés de façon arbitraire et passés par les armes. Cent ans plus tard, il nous revient d'aborder dans un esprit de réconciliation **cette douloureuse question des fusillés.** Le Premier ministre Lionel JOSPIN, en 1998, demandait « *qu'ils réintègrent notre mémoire collective* ». Dix ans plus tard, le Président Nicolas SARKOZY, c'était à Douaumont, ajoutait que « *beaucoup de ceux qui furent fusillés ne s'étaient pas déshonorés. Ils furent aussi les victimes d'une fatalité qui dévora tant d'hommes.* ».

Aujourd'hui, à mon tour, je souhaite, au nom de la République, qu'aucun des Français qui participèrent à cette mêlée furieuse ne soit oublié. C'est pourquoi je demande au ministre de la Défense qu'une place soit accordée à l'histoire des fusillés au musée de

l'Armée aux Invalides, dans ce lieu qui porte le récit de la Guerre. De même, je souhaite que les dossiers des conseils de guerre soient numérisés et disponibles.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de juger et encore moins de rejuger, il s'agit de se souvenir, de comprendre, comme le préconise le rapport remis au Gouvernement par le comité d'historiens présidé par Antoine PROST. Il n'est pas de reconnaissance plus forte que celle de la connaissance. Et s'il y a un principe que je retiens, c'est que la mémoire ne divise pas, jamais, elle rassemble.

Elle rassemble toute la nation, au-delà même de son armée**. Car les combattants de la Grande Guerre n'étaient pas tous des soldats.** « *L'arrière* », dont on a dit beaucoup de chose après ou pendant, n'était pas un abri. C'est le pays dans son entier qui souffrait, luttait, tenait, malgré les privations et les destructions. C'est le peuple sans armes qui, en assurant le fonctionnement de l'économie, a permis la victoire. Et dans ce peuple, les femmes, par leur labeur, leur engagement, leur vaillance apportèrent une contribution essentielle à la conduite de la guerre. Sans elles, notre pays se serait peut-être effondré ; en tous cas, les écoles auraient été abandonnées ; les champs n'auraient pas été moissonnés ; les usines auraient fermé.

Et pourtant, aucune reconnaissance collective ne leur a été accordée au lendemain de la victoire. Pas même le droit de vote, qui fut pourtant introduit, à cette même époque, dans de nombreux pays. Il fallut une autre guerre pour qu'enfin les droits civiques fussent reconnus. A l'injustice s'était ajoutée l'ingratitude.

La Grande Guerre fut pourtant celle de l'unité nationale. En juillet 1914, s'opposaient, s'opposaient encore, s'opposaient toujours, ceux qui voulaient à tout prix venger l'humiliation de Sedan à ceux qui, comme JAURES, dénonçaient la funeste mécanique des alliances et les méfaits de l'impérialisme.

Mais, reconnaissons-le comme un fait, lorsque la mobilisation générale fut proclamée, il n'y eut plus qu'un seul pays, une seule Nation, une seule armée. Comment ne pas évoquer à cet instant Alfred DREYFUS, engagé volontaire à 55 ans ? Lui, l'ancien capitaine, décidé à se battre pour défendre le pays qui dans un moment de faiblesse, pour ne pas dire de lâcheté, l'avait martyrisé.

Dans ce combat-là, il n'y avait qu'une France, celle qui défendait son intégrité et ses valeurs. Comment ne pas évoquer, non plus, Guillaume APOLLINAIRE, sujet polonais de l'empire russe qui, lui, s'engageait pour l'idée qu'il se faisait de son pays d'accueil et qui fut grièvement blessé, d'une blessure dont il mourut deux ans plus tard. Il fût grièvement blessé, sept jours seulement après avoir été naturalisé français.

Comment ne pas saluer les 430 000 soldats venant de toutes les colonies, de l'Afrique à l'Asie du Sud-Est et qui ont pris part à une guerre qui aurait pu ne pas être la leur. Ils y ont participé pour la France, et cet engagement fut ensuite au cœur de leur légitime exigence d'émancipation et d'indépendance. La France a souscrit une dette d'honneur à l'égard de leurs descendants qu'ils soient en Afrique, en Asie ou qu'ils soient aujourd'hui citoyens

français. Cette dette d'honneur, nous l'honorons, en ce moment-même au Mali, pour lutter contre le terrorisme et préserver, à notre tour, l'intégrité d'un pays démocratique.

Commémorer la Première Guerre mondiale, c'est aussi célébrer la victoire de la République car la République se révéla plus forte que les Empires centraux. Pendant ces quatre années de tourmentes, le Parlement a siégé continument, ses commissions ont été convoquées. Avec des gouvernements, plusieurs, successivement responsables devant lui. L'armée s'est mise au service de la République. L'autorité civile a prévalu jusqu'au bout, et c'est CLEMENCEAU, un Républicain intransigeant, qui fut appelé « *le père la Victoire* ».

Commémorer la Première Guerre mondiale, c'est aussi rappeler la fraternité des démocraties avec le sacrifice de ces jeunes hommes, venus des cinq continents, qui sont morts sur les champs de bataille de la Somme, de l'Aisne, de la Meuse, de la Marne, qu'ils ne connaissaient pas, pour notre propre liberté. En témoignent sur notre sol les imposants cimetières que beaucoup connaissent : britanniques, russes, canadiens, australiens, néo-zélandais, sud-africains ou américains. C'est aussi ce souvenir-là que nous entretenons.

Commémorer la Première Guerre mondiale, c'est également prononcer un message de paix. Les victimes n'ont plus d'uniformes. Elles reposent, à égalité de respect. Le Centenaire n'a pas vocation à exhumer les combats d'hier, mais à réunir tous les belligérants. Réconcilier, c'est fait. Les rassembler dans la même évocation et nous rapprocher encore davantage de nos amis allemands.

Cette Guerre, cette Grande Guerre, si l'Histoire avait été maîtrisée, si l'humanité avait eu une raison, aurait dû être la dernière. C'était l'espoir des soldats de 1914. C'était le rêve de Charles PEGUY, qui déclarait, à la veille de sa mort, le 5 septembre 1914 : « *Je pars, soldat de la République, pour le désarmement général, pour la dernière des guerres.* »

On sait ce qui advint par la suite : cette guerre ne fut pas la « *der des ders* ». Certes, et rappelons-le aussi, sur les ruines de cette Europe, sur les cimetières de cette jeunesse défunte, quelques esprits éclairés eurent l'audace de dire, de crier : « *cela suffit* », *« plus jamais ça »*. Des dirigeants créèrent la Société des Nations, dans laquelle l'Allemagne entra en 1926. Ils crurent alors à une paix durable avec d'autant plus d'illusion que l'effroi du conflit hantait encore tous les esprits. Ils rêvaient d'une relation nouvelle entre la France et l'Allemagne, avec Aristide BRIAND et Gustav STRESEMANN. Ils croyaient que la fin des Empires, l'émancipation des peuples seraient la conséquence de la guerre, et qu'elle ouvrait une ère nouvelle.

C'était compter sans l'esprit de revanche, sans les ravages de la crise économique, sans le fléau des extrémismes, sans la faiblesse des organisations chargées de sanctionner les manquements au droit, et sans les gouvernements qui, préférant la honte à la guerre, acceptèrent l'une sans éviter l'autre. Et il fallut donc et nous aurons à le commémorer, hélas, un désastre encore plus ravageur, un déchaînement encore plus terrifiant, dont la Shoah fut le paroxysme, pour que de cette épouvante sortent enfin les Nations Unies, la Charte internationale des droits de l'Homme et l'Union européenne. Le prix se compta en millions

d'êtres humains. Cette leçon ne doit donc pas être oubliée. Cette leçon de la Première Guerre mondiale. Rien n'est acquis, rien n'est irréversible, mais rien n'est fatal non plus. Tout dépend toujours de la volonté humaine.

La Grande Guerre a encore beaucoup à apprendre à la France d'aujourd'hui. Mais « quoi donc ? » diront des innocents, ceux qui ne veulent pas regarder l'Histoire ou qui pensent qu'elle ne se répète pas. En quoi la Première Guerre mondiale nous parle encore ? Que nous laisse-t-elle en conclusion ?

Elle nous rappelle d'abord la force d'une Nation quand elle est rassemblée. La capacité de la République à préserver la démocratie, y compris dans la tourmente. Elle nous rappelle la nécessité de mobiliser les énergies, au-delà des intérêts particuliers, les sensibilités, au-delà même des différences. Elle nous rappelle la solidarité qui permet de donner un sens à ce qui nous réunit. Elle nous rappelle l'intransigeance que nous devons avoir face aux haines, face au racisme, face à toutes les atteintes aux principes, aux valeurs qui nous constituent.

Elle nous rappelle aussi combien nous devons être exigeants pour préserver, protéger la dignité humaine. Et aussi l'impérieuse nécessité de faire bloc si nous voulons gagner les batailles qui, aujourd'hui, ne sont plus militaires mais économiques et qui mettent en jeu notre destin et notre place dans le monde. Et enfin, elle nous rappelle l'impérieuse obligation d'une Europe unie qui puisse garantir la solidarité et la paix.

Mais qu'est-ce donc que le patriotisme aujourd'hui quand on se souvient de ce qu'il était dans la Première Guerre mondiale ? Qu'est-ce que le patriotisme ? C'est toujours l'amour des siens pour reprendre la formule de Romain GARY, qui n'a rien à voir avec le nationalisme qui est la haine des autres. Le patriotisme, c'est la défense de la République, de ses valeurs, de ses principes, de sa promesse d'égalité mais aussi de réussite pour chacun. Dans cette période de commémorations, nous ne poursuivrons qu'un seul objectif : nous souvenir ensemble pour être plus forts ensemble. Voilà le grand dessein de l'année 2014 face à ce qui va être autant de traces retrouvées de notre histoire.

Le choix que nous avons fait – et je remercie tous ceux qui l'ont préparé y ont contribué – c'est un temps de mémoire partagée.

Partagée d'abord dans la diversité de nos territoires : tous les départements de France et d'Outre-mer ont créé des comités du Centenaire. Il y a aussi 30 comités académiques qui ont été mis en place. Ils ont présenté de nombreux projets. Un millier a été labellisé par le comité des historiens de la Mission du Centenaire.

C'est un mouvement qui vient de la société tout entière, ce que l'on appelle la mémoire populaire, la mémoire qui part des citoyens et qui, ensuite, inspire le reste de la société. C'est un mouvement qui vient des écoles, des associations, de collectivités locales. Le prochain congrès de l'Association des maires de France est placé sous le signe du Centenaire. Je salue tous ces élus qui multiplient les initiatives par rapport à cet objectif. L'Etat y prendra toute sa part, sous l'impulsion du ministre de la Défense, du ministre délégué aux Anciens

combattants et, bien sûr, avec l'appui de la Mission du Centenaire. Je salue son Président, le général IRASTORZA, et son directeur, Joseph ZIMET.

Une mémoire partagée, aussi, dans l'intimité des familles. Chacun pourra se souvenir de ce que vécurent ses ancêtres. Parce que ces destins individuels doivent être connus. Et pour être connus, ils doivent être rassemblés. J'ai donc voulu que l'Etat se mette au service de cette quête de vérité et de sens.

Une base nominative, formule un peu technocratique pour dire une liste de noms, de tous les soldats morts pour la France au cours de la Première Guerre mondiale est déjà établie. Un site Internet appelé « *Mémoire des hommes* » est disponible pour tout Français et pour tout descendant d'un combattant de la guerre qui voudra en savoir plus sur l'histoire de sa famille et de son pays. J'ai demandé au gouvernement de prolonger ce travail par la mise en ligne de l'ensemble des registres matriculaires des 8 millions de soldats français de la Première Guerre mondiale. Un pont sera ainsi construit entre ces histoires personnelles et l'histoire nationale.

Nous devons aussi tout faire pour conserver les traces des récits individuels dont nous disposons à travers des lettres, des photographies, des messages qui ont pu être laissés. Les bibliothèques et archives de France lanceront dans deux jours une vaste collecte des documents privés. J'invite tous les Français à y contribuer, en versant au patrimoine commun les témoignages dont ils disposent. C'est notre histoire, c'est notre mémoire, c'est notre richesse et nous devons la connaître.

Les commémorations constituent aussi un moment exceptionnel pour la transmission. L'Education nationale jouera donc un grand rôle. Je sais que les enseignants, et pas simplement d'histoire, sont mobilisés. Mais aussi les universités, les partenaires publics mais aussi privés, les grandes entreprises ont également choisi de soutenir les initiatives pour que les jalons de la mémoire puissent être balisés comme il convient. Les chercheurs poursuivront leur travail, en toute liberté. En France, il n'y a pas d'histoire officielle, il n'y a pas de guide de pensée qui voudrait que l'on puisse dire ce qu'il faut dire sur la guerre. Il y a tout simplement le travail des chercheurs et des historiens. Je les salue.

L'ensemble des acteurs de la culture se sont également impliqués à travers les théâtres, musées, festivals, archives, revues scientifiques, maisons d'édition ou de production audiovisuelle. Tous ceux qui ont vocation à créer s'inspirent de la mémoire. La mémoire, c'est une source de création. On le voit encore à travers les nombreux livres, certains reconnus, qui foisonnent en cette période.

Une attention toute particulière sera réservée aux lieux. De nombreuses collectivités locales se consacrent à la mise en valeur de ces monuments, de ces cimetières, de ces musées. Je veux en citer quelques-uns : le Mémorial de Verdun, l'Historial de Péronne, dans la Somme ; le musée de la Grande Guerre du pays de Meaux ; l'espace muséal sur le Chemin des dames. Il y en a d'autres, parfois plus modestes.

Mais cette histoire est aussi celle des constructions humaines, de ces reconnaissances à travers des édifices qui témoignent à la fois de l'honneur qui pouvait être rendu mais aussi de la force qui devait inspirer encore les générations suivantes. L'histoire s'incarne également dans les paysages, dans les plaines désormais silencieuses, dans les plateaux aujourd'hui déserts, dans les collines meurtries, là où ont eu lieu les carnages. Notre devoir, c'est de préserver ces espaces.

Mais pas simplement de les conserver, d'indiquer leur signification et de tracer les chemins de mémoire pour accueillir les millions de visiteurs qui viendront rechercher les souvenirs ou les inspirations du passé. La France sera l'hôte de toutes les nations, de toutes les nations du monde qui ont participé à cette tragédie. Elle sera l'hôte de toutes les familles qui voudront retrouver l'un des leurs. Il y a aussi des actes à poser, des reconnaissances à donner. Par exemple, les départements du Nord de la France et les régions belges portent un projet important d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO des principaux sites funéraires de la guerre de 1914-1918. Cette démarche, que je suivrai avec une grande attention, s'inscrit pleinement dans la volonté d'exprimer l'universalité de ces sites.

Car le Centenaire, c'est un moment de fraternité internationale. Je veux l'illustrer par les rendez-vous qui sont devant nous.

Le premier, **le 14 juillet 2014**, les plus de 70 pays que l'on appelle belligérants de la Grande Guerre seront invités à participer, sur les Champs-Elysées, au défilé. Ils seront rassemblés, à l'occasion d'une fête nationale inédite, parce qu'elle sera internationale. Des soldats, avec leurs uniformes et leurs drapeaux, mais aussi de jeunes civils participeront, à une grande manifestation pour la paix.

Le 3 août, la France commémorera, dans la gravité et le recueillement, l'entrée en guerre. Dans l'enchaînement infernal de l'été 1914, il se trouve que c'est l'Allemagne qui, le 3 août au soir, a déclaré la guerre à la France. C'est pourquoi j'ai proposé que le président de la République fédérale, M. GAUCK, vienne en France à l'occasion de l'évocation de cet acte tragique pour nos deux pays. Il l'a accepté et je l'en remercie.

En septembre 2014, nous nous souviendrons de la première **bataille de la Marne**. C'est elle qui a sauvé la France, en arrêtant une offensive dont Paris était l'objectif. Nous saluerons l'héroïsme de ceux qui ont préservé la liberté de notre capitale et donc la souveraineté de notre pays.

Le 11 novembre 2014, un hommage sera rendu à tous les combattants de la Première Guerre mondiale, avec **l'inauguration du mémorial international de Notre Dame de Lorette**, en l'honneur des 600.000 soldats tombés sur les champs de bataille du Nord-Pas-de-Calais. Il y a eu des jours, durant la guerre de 14 et notamment au mois d'août, où en 24 heures, il y eu 24 000 morts. Une ville entière disparue ! Il était donc important que nous puissions montrer l'ampleur de ce que fut ce carnage. Seront inscrits à Notre-Dame-de-Lorette, les noms de tous les combattants, dans l'ordre alphabétique, sans aucune distinction de nationalité. C'est vrai

que c'était, les uns contre les autres, pour leur patrie, que ces jeunes hommes sont morts. C'est au nom de l'humanité commune qu'ils seront désormais rassemblés côte à côte.

Au-delà de ces évènements, de ces rendez-vous, de ces évocations, chaque pays a en fait rendez-vous avec lui-même. Et la France également.

C'est en regardant le passé avec ses gloires, ses blessures, que nous prenons encore davantage conscience de nous-mêmes, de notre capacité de maîtriser notre destin. Savoir ce qu'est la mémoire, une mémoire partagée, une mémoire qui doit prendre en compte toutes les diversités de ceux qui l'ont constituée et qui font aujourd'hui ce que la France est… C'est une formule que le général de GAULLE lui-même avait voulu inscrire. Cette formule demeure comme étant autant d'exigence pour nous même. Elle est la suivante : *« c'est du passé que naît l'espoir »*. Le passé n'est pas une nostalgie. Le passé n'est pas simplement le regard parfois complaisant que l'on porte sur l'Histoire. Le passé est un long segment et aussi une obligation. Etre meilleur, être plus fort, être conscient de ce que nous avons encore à faire comme nation.

La France, quand elle se rassemble – cela lui arrive et notamment autour de ses symboles, le drapeau, la devise républicaine, l'hymne national – porte bien sûr une fierté, la fierté de nous-même et le souvenir de notre histoire. Mais la France dit davantage quand elle se rassemble. Elle porte un message universel. Elle dit au monde les valeurs qui la constituent et notre volonté de continuer de les porter.

Mais la France affirme aussi ses exigences. Quelles sont-elles pour aujourd'hui ou pour demain ? Réformer, réunir, réussir. Voilà l'ordre de mobilisation que nous pouvons délivrer. Pour cela, la France doit avoir confiance en elle-même, en son histoire, en ses forces, en ses capacités, en ses atouts, en son destin. Elle peut souffrir, elle peut traverser des épreuves, de nature différente, elle peut connaître des divisions, elle peut avoir aussi des défis à relever. Mais elle est la France et c'est sa confiance qui doit nous inspirer dans ces commémorations.

Ces commémorations nous obligent à faire avancer la France, à construire l'Europe et à préserver la paix. Tel est le message du centenaire.

Vive la République !

Vive la France !